# Fiche no. 1 : Introduction

## Evolution historique et contexte

* **Début des années 80 :** Une période marquée par la déréglementation, la désintermédiation et le décloisonnement des marchés financiers. Les marchés de capitaux gagnent en importance dans le financement de l'économie, mais les banques conservent un rôle prépondérant, notamment pour les ménages.
* **Années 90 :** La libéralisation s'étend aux pays émergents, entraînant une interconnexion croissante des systèmes financiers. L'émergence de nouveaux acteurs (fonds spéculatifs, organismes de titrisation, fonds d'investissement) répond aux besoins croissants de placements des grandes entreprises, donnant naissance au "*shadow banking*".
* **Crise de 2007-2009 :** La titrisation aux États-Unis est pointée du doigt comme l'un des déclencheurs de cette crise, conduisant à une nouvelle vague de régulation.
* **Années 2010 :** L'essor des Fintech révolutionne l'offre de services financiers, avec l'émergence de banques en ligne, de néo-banques et de nouveaux modèles de financement comme le crowdfunding.

## Concepts clés

* **Transformation des échéances :** Les banques transforment les dépôts à court terme en prêts à long terme, jouant un rôle essentiel dans l'allocation du crédit.
* **Système bancaire parallèle (shadow banking) :** Ensemble des institutions financières non bancaires qui effectuent des activités similaires aux banques, mais ne sont pas soumises aux mêmes réglementations.
* **Théorie de l'agence :** Cette théorie met en évidence les conflits d'intérêts entre les prêteurs et les emprunteurs, liés à l'asymétrie d'information.
* **Ratio de fonds propres :** Ce ratio mesure la solidité financière d'une banque en comparant ses fonds propres à la somme de ses actifs pondérés par le risque.

## Enjeux actuels

* **Intelligence artificielle (IA) :** L'IA offre de nouvelles perspectives pour lutter contre la fraude, améliorer la gestion du risque de crédit et personnaliser les services financiers.
* **Fintech :** Les Fintech remettent en question les modèles économiques traditionnels des banques et offrent de nouvelles opportunités de développement.
* **Régulation :** Le développement rapide des marchés financiers et l'émergence de nouveaux risques nécessitent une adaptation constante du cadre réglementaire.

## Points clés à retenir

* Le système financier est en constante évolution, sous l'impulsion de la technologie, de la globalisation et de la réglementation.
* Les banques jouent un rôle central dans le financement de l'économie, mais elles font face à une concurrence accrue de la part des acteurs non bancaires.
* Les asymétries d'information et les conflits d'intérêts sont des enjeux majeurs dans les relations financières.
* La stabilité financière est un enjeu primordial, qui nécessite une surveillance étroite des risques et une adaptation continue des réglementations.

**En résumé, ce cours introduit les concepts fondamentaux du système financier, son évolution historique et les enjeux actuels. Il met en évidence l'importance de la banque dans l'économie, mais aussi les défis auxquels elle est confrontée dans un environnement de plus en plus complexe**

# Fiche no. 2 : Le cadre institutionnel et réglementaire et les grandes tendances de l’évolution du système financier

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le système financier français a évolué sous l’influence de nombreuses réformes et réglementations, destinées à structurer, puis à libéraliser et moderniser le secteur. Ce chapitre retrace l’évolution du cadre institutionnel et réglementaire des activités bancaires, d’assurance et de marchés, ainsi que les grandes tendances qui ont marqué la transformation des systèmes financiers, notamment en réponse aux crises économiques et aux enjeux de l’intégration européenne.

## 1.1 Contexte institutionnel et réglementaire des activités bancaires, d’assurance et de marchés

### 1.1.1 Réglementations

* 1941-1945 : Lois bancaires instaurant la Commission de contrôle des banques et la nationalisation de la Banque de France et de grandes banques (Société Générale, Crédit Lyonnais...).
* Décrets de Debré (1966-67) : Favorisent la collecte des dépôts et la « déspécialisation » des banques.
* Années 1980-90 : Réformes pour ouvrir le système bancaire (fin de l’encadrement du crédit en 1985, marché unique européen en 1992).
* Loi bancaire de 1984 : Harmonisation et supervision par des autorités communes.
* Privatisations (1986 et 1993) : Fin de la nationalisation de nombreuses banques.
* Législation européenne : Directives européennes, liberté de mouvement des capitaux, passeport unique pour les banques.

### 1.1.2 ***Autorités***

* Autorités françaises : Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF), Banque de France, Autorité des Marchés Financiers (AMF), et Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).
* Autorités européennes : Les Autorités Européennes de Surveillance (AES) et le Comité Européen du Risque Systémique (CERS).

## 1.2 Grandes tendances de l'évolution des activités bancaires et financières

### 1.2.1 Rappel historique

* 1945-1960 : L’État finance l’économie, notamment à travers le Trésor Public (financement de 50 % des crédits à l’économie).
* 1961-1984 : Finance administrée avec rôle central des banques. Cloisonnement des marchés.
* Depuis 1984 : Libéralisation avec fin de l’encadrement du crédit et création d'un marché des capitaux.

### 1.2.2 Désintermédiation

* Bien que les marchés financiers se développent, le crédit bancaire reste majoritaire pour le financement des entreprises en France (60 %) et en Europe (80 %).

### 1.2.3 Croissance du secteur non bancaire et DeFi

* En 2022, les institutions financières non bancaires représentent environ 47 % des actifs financiers mondiaux.
* Les banques et banques centrales jouent également un rôle majeur, influençant la stabilité économique post-crise (2007-2009).

## Conclusion

***L’évolution du système financier français illustre une transition progressive, de la centralisation et du contrôle étatique vers une libéralisation favorisant les marchés et l’adaptation aux normes internationales. Bien que les crises récentes aient encouragé une re-réglementation, la tendance vers l’innovation et la diversité des acteurs financiers persiste, façonnant un paysage financier à la fois plus complexe et interconnecté.***

# Fiche no. 3 : La relation entre la banque et l’entreprise

## Introduction

Les banques jouent un rôle central dans le financement des entreprises en collectant des ressources auprès des déposants pour les redistribuer sous forme de crédits. Cette fonction s’appuie sur une relation tripartite entre la banque, les emprunteurs, et les déposants. Les contrats bancaires incluent souvent des garanties pour réduire les risques liés aux asymétries d’information, tels que l’aléa moral ou l’anti-sélection. Ces mécanismes renforcent la confiance des déposants en déléguant à la banque la surveillance des emprunteurs. Cependant, cette surveillance génère des coûts spécifiques qui doivent être maîtrisés pour assurer l’efficacité du système financier​

## 3.1 La banque comme surveillant délégué

La théorie de Diamond (1984) met en lumière le rôle de la banque en tant que surveillant délégué. Plutôt que chaque déposant surveille individuellement les emprunteurs, la banque centralise cette tâche. Elle utilise des contrats de dette incluant des audits ou des clauses spécifiques pour contrôler l’usage des fonds prêtés.  
En cas de non-respect des conditions, des garanties ou des pénalités non pécuniaires sont mises en œuvre pour limiter les comportements opportunistes des emprunteurs. Ce modèle permet d’atténuer les problèmes d’asymétrie d’information, mais il implique des coûts de contrôle pour la banque. Ces coûts sont généralement répercutés sur les emprunteurs à travers les taux d’intérêt​

## 3.2 Les relations de clientèle et de long terme

### 3.2.1 Avantages des relations longues

Une relation durable entre une banque et une entreprise offre plusieurs bénéfices. D’une part, elle réduit les asymétries d’information grâce à l’accumulation de données qualitatives sur l’entreprise. La banque devient alors mieux à même d’évaluer les risques et de proposer des conditions adaptées. D’autre part, cette relation confère une certaine stabilité financière à l’entreprise, car la banque peut ajuster les échéances ou les montants en cas de difficultés passagères. Enfin, une relation de fidélité mutuelle favorise l’accès à de nouveaux financements, notamment lors de projets d’expansion ou de restructuration. Cela contribue à une optimisation du coût du capital pour l’entreprise​

### 3.2.2 Limites des relations longues

Cependant, une relation prolongée peut présenter des inconvénients. La banque, détenant un monopole informationnel, peut imposer des conditions désavantageuses pour l’entreprise, comme des taux d’intérêt plus élevés ou des exigences supplémentaires. De plus, les banques peuvent concentrer leurs ressources sur des clients ayant un historique favorable, au détriment d’entreprises émergentes plus innovantes. Cela limite l’efficacité globale du financement, notamment dans les secteurs nécessitant une prise de risque plus élevée​

## 3.3 La titrisation et la crise de 2007-2009

La titrisation a permis aux banques de transformer leurs crédits en produits financiers échangeables sur les marchés. Ce mécanisme a considérablement amélioré leur liquidité et leur capacité à financer de nouveaux projets. Cependant, il a aussi décuplé les risques en transférant des actifs risqués dans le système financier global. Lors de la crise de 2007-2009, la mauvaise évaluation de ces risques a conduit à des pertes massives et à une perte de confiance dans le système bancaire. Cette crise a mis en évidence la nécessité de régulations plus strictes pour encadrer la titrisation et prévenir les risques systémiques​

## Résumé des concepts clés

1. **Asymétries d’information** : Les banques jouent un rôle crucial pour réduire ces asymétries grâce à des audits, des garanties, et une surveillance constante.
2. **Relations de long terme** : Elles apportent des bénéfices en termes de stabilité et de financement, mais présentent des risques de monopole informationnel.
3. **Titrisation** : Bien qu’utile pour améliorer la liquidité bancaire, elle nécessite une gestion prudente pour éviter des crises systémiques.

## Conclusion

La relation entre la banque et l’entreprise est essentielle au fonctionnement de l’économie. Bien que les innovations financières et technologiques modifient cette relation, les banques restent un acteur clé pour les PME comme pour les grandes entreprises. Les défis à venir résident dans la gestion des asymétries d’information, l’amélioration des relations durables, et l’encadrement des mécanismes financiers complexes tels que la titrisation.

# Fiche no. 4 : La banque et le risque de liquidité

## 4.1 La banque comme « assureur de liquidité »

### Rôle des banques

Les banques jouent un rôle crucial en tant qu'intermédiaires financiers, mobilisant les fonds des épargnants pour les prêter à des emprunteurs. Elles transforment des passifs liquides (dépôts) en actifs illiquides (prêts à long terme), ce qui leur permet d'assurer la liquidité des dépôts. Ce processus est essentiel pour le bon fonctionnement de l'économie, car il permet de financer des projets d'investissement tout en offrant aux déposants la possibilité de retirer leurs fonds à tout moment.

### Gestion de la liquidité

La gestion de la liquidité est primordiale pour les banques. Elles doivent maintenir un certain niveau de réserves pour faire face aux demandes de retrait des déposants. Par exemple, si le taux de réserves obligatoires est fixé à 1 %, la banque doit détenir une proportion de ses dépôts en réserves. Cela garantit qu'elle peut répondre aux retraits tout en continuant à prêter le reste des fonds.

## 4.2 Risque de liquidité

### Définition du risque de liquidité

Le risque de liquidité survient lorsque la banque ne parvient pas à obtenir les liquidités nécessaires pour faire face à ses engagements. Cela peut se produire si tous les déposants tentent de retirer leurs fonds en même temps, ce qui peut entraîner une crise de liquidité. Les banques ne peuvent pas convertir instantanément les dépôts en espèces, ce qui les rend vulnérables aux paniques bancaires.

### Exemples de crises de liquidité

Des cas récents, comme la faillite de Northern Rock en 2007 et de Silicon Valley Bank en 2023, illustrent les conséquences du risque de liquidité. Dans ces situations, la perte de confiance des déposants a conduit à des retraits massifs, mettant en péril la stabilité des banques concernées.

## 4.3 Le rôle du prêteur en dernier ressort

### Fonction du prêteur en dernier ressort

Le prêteur en dernier ressort, généralement la banque centrale, joue un rôle essentiel pour prévenir les crises de liquidité. En fournissant des liquidités aux banques en difficulté, il aide à maintenir la confiance dans le système bancaire et à éviter des faillites qui pourraient avoir des répercussions systémiques.

### Indépendance et rationalité publique

La banque centrale doit agir avec une rationalité publique et être indépendante du gouvernement pour remplir efficacement ce rôle. Cela garantit que ses décisions sont prises dans l'intérêt de la stabilité financière, plutôt que sous l'influence politique.

### Risques associés au prêteur en dernier ressort

Cependant, le recours au prêteur en dernier ressort peut engendrer des risques moraux. Les banques peuvent être incitées à adopter des comportements plus risqués, sachant qu'elles seront secourues en cas de problème. Cela souligne l'importance d'une réglementation prudente pour équilibrer la protection des déposants et la responsabilité des banques.

## Conclusion

Le chapitre 4 met en lumière l'importance de la gestion de la liquidité dans le secteur bancaire, le rôle des banques en tant qu'assureurs de liquidité, et les mécanismes mis en place pour prévenir les crises de liquidité. La compréhension de ces concepts est essentielle pour appréhender les défis auxquels le système bancaire est confronté et les mesures nécessaires pour assurer sa stabilité.